

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET
CONCERTATION SOCIALE**

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail

Avis n° 184bis du 13 juillet 2015 concernant la tarification des services externes de prévention et de protection au travail

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

Cet avis est donné de propre initiative.

En se référant aux discussions qui ont suivi l'avis précédent n° 184 du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail (Conseil supérieur), le Conseil supérieur souhaite adapter et préciser l'avis précédent en formulant un nouvel avis de propre initiative.

Conformément aux accords du groupe des dix et en accord avec les résultats des négociations des partenaires sociaux du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, il a été demandé à l'administration d'élaborer une proposition de projet d'arrêté royal (AR) concernant la tarification des services externes pour la prévention et la protection au travail, qui tienne compte des accords, des observations et des desiderata des partenaires sociaux.

Pendant le Bureau exécutif extraordinaire du 23 juin 2015, les partenaires sociaux ont demandé à la Présidente du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail de soumettre un projet d'avis d'initiative propre concernant la tarification des services externes de prévention et de protection au travail par le biais de la procédure électronique écrite au Conseil supérieur, avec la question de se prononcer sur le projet d'avis et le projet d'AR.

La procédure électronique écrite a été lancée le 2 juillet 2015 et clôturée le 13 juillet 2015.

II. AVIS DU CONSEIL SUPERIEUR

En se référant aux discussions qui ont suivi l'avis précédent n°184 du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, le Conseil supérieur souhaite adapter et préciser l'avis précédent comme suit.

Le Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail (Conseil supérieur) demande que les principes suivants et leur mise en œuvre concrète soient intégrés dans la réglementation relative à la tarification des services externes de prévention et de protection au travail.

Concrètement, cela consiste en:

- une adaptation de l'article 40, § 3 de la Loi sur le bien-être;
- la promulgation d'un AR modifiant l'AR du 24 avril 2014.

Les membres du Conseil supérieur estiment qu'un régime tarifaire reprenant cinq groupes de tarifs serait la solution la plus adaptée à la situation réelle des divers secteurs d'activités.

Les montants forfaitaires dont les employeurs sont redevables sont déterminés par les activités qu'ils exercent et par les prestations fournies par les services externes pour ce type d'activités.

La nature des activités détermine le profil d'exposition des travailleurs et détermine si, pour ces activités, outre la prévention collective au niveau de l'entreprise, un service individuel axé sur le travailleur est également nécessaire.

Ce rapport détermine dans une large mesure le prix des services obligatoires. En se basant sur les informations réunies jusqu'à présent sur le coût de ce service (standard) et sur la recherche d'une approche cohérente de secteurs d'activités comparables, les employeurs sont répartis en 5 groupes.

Cette répartition est reprise à l'annexe 1 de cet avis.

Cinq nouveaux tarifs ont été calculés sur la base de cette répartition et des chiffres disponibles concernant le budget total provenant des cotisations minimales forfaitaires (cf. les calculs du cabinet De Coninck, à savoir 248.398.015 euros) et sur la base des chiffres de l'emploi (photo) au 31 décembre 2012. Ces montants sont repris dans le projet d'AR comme prévu à l'annexe 2 de cet avis.

Le Conseil supérieur recommande un tarif avantageux pour les micro-entreprises afin de maintenir aussi bas que possible le seuil permettant d'accéder à des services de prévention. Le Conseil estime qu'une réduction en pourcentage pour les micro-entreprises serait l'approche la plus simple et la plus efficace.

En ce qui concerne les micro-entreprises, le Conseil supérieur propose d'examiner la situation de chaque entreprise le 30 novembre. Si, à ce moment, le nombre de travailleurs occupés ne dépasse pas 5, cette entreprise se verra accorder pour l'année suivante le tarif avantageux des micro-entreprises, sans tenir compte d'éventuelles fluctuations d'effectifs du personnel lors de cette année. Pour le décompte en fin d'année, on examinera la situation d'occupation réelle durant cette année.

Les membres du Conseil supérieur proposent d'appliquer un régime pour les micro-entreprises dans lequel on leur appliquerait un tarif de 85% du montant tarifaire du groupe tarifaire dans lequel leurs activités se situent. Pour ce montant tarifaire, les services externes sont tenus de prêter les prestations normales, à l'inclusion d'éventuels examens médicaux.

Le Conseil supérieur recommande d'utiliser une base tarifaire objective afin d'éviter des divergences d'interprétation et d'application de la part des différents services externes. Concrètement, le Conseil supérieur propose de facturer le nombre de travailleurs occupés, selon un tarif proportionnel.

Ceci en application d'un régime proportionnel par mois. Le régime de travail du travailleur ne joue donc pas un rôle ici. Pour un travailleur à temps partiel, on appliquera donc le même tarif que pour un travailleur à temps plein. Le tarif proportionnel est dû à partir d'un seul jour d'occupation durant la période de référence.

Pour chaque travailleur qui, dans le courant d'un mois calendrier, a été inscrit comme travailleur via Dimona ou dans le registre du personnel, pour une partie de la journée ou plus, un 1/12 du tarif annuel est dû.

Si le service externe a livré une prestation individuelle au profit d'un travailleur, l'entièreté du tarif annuel est due.

La simulation des tarifs de Co-Prev soumise au Bureau du Conseil supérieur le 23 juin 2015, contient une estimation de l'impact d'un régime proportionnel à 8,84%, sur base des données les plus disponibles. Les partenaires sociaux proposent, à cause des incertitudes encore présentes, d'estimer, pour la prochaine période de deux ans, l'impact du régime proportionnel à 75% de l'estimation actuelle.

Le monitoring doit permettre de vérifier quel est l'impact réel d'un système proportionnel sur le chiffre d'affaires obtenu en application de la tarification actuelle. Si cette évaluation démontrait que l'effet de ce système proportionnel était surévalué ou sous-évalué, celui-ci sera adapté dans une nouvelle tarification. Ensuite la différence éventuelle causée par une surévaluation ou une sous-évaluation, sera aussi prise en compte dans la première période de l'effet du régime proportionnel.

Les partenaires sociaux veulent en plus, dans ce monitoring, porter une attention particulière aux possibles chocs tarifaires dans certains secteurs : fabrication de produits chimiques, fabrication de produits en caoutchouc ou en plastique, fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, le commerce de gros et de détail, les soins de santé humaine et les prestations sociales.

Par ce monitoring, une attention particulière sera aussi consacrée à l'effet de la nouvelle tarification et de l'application du régime proportionnel sur les prestations de services par rapport aux PME.

L'application du système d'unités de prévention, notamment le niveau et la pondération des différentes disciplines de prévention, doit aussi selon le Conseil supérieur faire l'objet d'autres études et de monitoring.

Le Conseil supérieur propose également de préciser, à l'article 29 (article 2 du projet d'AR), que les services externes ne doivent pas seulement tenir à jour un inventaire comprenant les prestations, la date, la qualification des conseillers en prévention etc., mais également la durée de chacune de ces prestations.

Le Conseil supérieur demande de garantir que la facture totale d'un employeur individuel ne dépasse pas celle de 2014, sauf pour les prestations supplémentaires que l'employeur demanderait éventuellement.

Le Conseil supérieur propose de prévoir un tel régime en concluant une convention ou un arrangement avec le secteur:

- où on garantit en principe que l'application du nouveau régime en matière de tarifs minimums n'entraînera pas d'augmentations significatives de la facture totale pour les employeurs individuels à volume de prestations restant égal et à même niveau de qualité des

prestations du service externe ou sera proportionnelle à l'évolution du nombre de travailleurs et des prestations demandées;

- où les services externes s'engagent à ce que les employeurs qui pensent constater que leur facture totale augmente de manière significative sans modification significative du volume et de la qualité des prestations puissent s'adresser au service externe pour obtenir, sur simple demande, une explication motivée sur la raison de cette augmentation de prix;
- où, en cas de désaccord persistant, l'employeur en question peut soumettre le litige pour conciliation à la commission d'avis qui négocie une solution en la matière;
- qu'en cas d'absence d'accord sur le litige, l'employeur puisse soumettre le litige à un organe spécifique qui entend les parties et conseille une solution équitable.

Le Conseil supérieur propose qu'une convention en ce sens soit fixée dans un document public entre le secteur et les partenaires sociaux, que le texte soit mis à la disposition de tous les parties prenantes et que chacune des parties le mette en pratique. Si les discussions au sujet d'une convention ne devaient pas déboucher à court terme sur un résultat, les partenaires sociaux proposent d'élaborer un régime alternatif.

Le Conseil supérieur souligne l'importance en ce qui concerne le monitoring, de démarrer sur des nouvelles bases et souhaite que l'on convienne clairement des données qui doivent être tenues à jour et de la façon dont elles doivent être accessibles.

Le Conseil supérieur se propose de planifier, à partir du mois de septembre 2015, au sein du Conseil supérieur, des réunions de groupe de travail avec entre autres des représentants de Co-Prev, de la cellule stratégique et de la DG du Contrôle du bien-être, pour finaliser le plus rapidement possible ce monitoring, et élaborer une proposition cohérente en la matière qui sera entérinée dans un avis du Conseil supérieur.

Pour le reste, le Conseil supérieur propose de convoquer au plus vite, et au plus tard en septembre, au sein du Conseil supérieur, un groupe de travail réunissant entre autres des représentants de Co-Prev, de l'administration et de la cellule stratégique avec une délégation des partenaires sociaux du secteur de l'intérim pour se concerter sur un tarif adapté au secteur intérimaire qui s'inscrive dans la nouvelle tarification. Un tel exercice est nécessaire puisque la législation actuelle pour le secteur de l'intérim fait le lien avec la tarification légale.

Dans le cadre de cet avis, le Conseil supérieur estime qu'il est indiqué d'ouvrir un débat au sujet d'une mise en œuvre optimale des services de prévention.

A ce sujet, le Conseil supérieur a opté pour ne pas encore insérer des références à la surveillance médicale dans le cadre de la réintégration. Il souhaite d'attendre la discussion formelle à ce sujet afin de pouvoir cadrer dans le contexte plus large.

En ce qui concerne le régime de prestations, les partenaires sociaux proposent de préciser un certain nombre d'aspects comme suit:

- dans les entreprises sans conseiller en prévention formé, seules les prestations d'un service externe suivant la transmission des données d'identité en cas de plainte formelle sont facturables à l'employeur concerné;

- dans les entreprises ayant un conseiller en prévention formé, toutes les prestations psychosociales sont déduites des unités de prévention disponibles, aussi celles pour lesquelles la discrétion a été demandée et pour lesquelles l'identité du plaignant n'a pas été communiquée à l'employeur. Le rapport annuel du service de prévention devra faire état des constatations, de la nature des demandes reçues en tenant compte de la protection de l'anonymat du travailleur qui a demandé la discrétion.

L'avis stratégique à fournir aux employeurs sans conseiller en prévention formé est donné sous la responsabilité d'un conseiller en prévention du service externe. Les dispositions relatives aux qualifications minimales du conseiller en prévention en ce qui concerne les visites d'entreprises telles que prévues à l'article 19 de l'AR services externes restent entièrement d'application.

En ce qui concerne l'enquête sur les accidents du travail graves, le Conseil supérieur propose en plus d'opter pour une responsabilisation de l'entreprise concernée sans pourtant ériger un trop grand seuil afin de permettre la réalisation effective de l'enquête sur l'accident du travail. Concrètement, le Conseil supérieur propose de limiter cette prestation, comprise dans la cotisation minimale forfaitaire, à 5 heures par an.

Les membres du Conseil supérieur estiment qu'une proposition d'arrêté royal telle que reprise à l'annexe 2 répond aux éléments du présent avis.

De plus, les représentants des employeurs remarquent que le principe du prorata doit être appliqué en tenant compte des prestations effectives du travailleur. Par-là, ils n'entendent pas les périodes des congés légaux, mais bien les absences de longue durée pour maladie ou interruption de carrière. Ils font remarquer que pour une prestation individuelle en cas de reprise de travail ou de réintégration éventuelle d'un malade de longue durée, le tarif complet est de toute façon dû.

III. DECISION

Remettre l'avis au Ministre de l'Emploi.

**Annexe 1 de l'avis n° 184bis - PBW/PPT – Dossier 168ter -600:
Répartition des employeurs en 5 groupes tarifaires sur base de leur activité principale**

groupe tarifaire	activité principale de l'employeur	Code NACE (indicatif)
1	Édition	58
1	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62
1	Services d'information	63
1	Activités des services financiers et assurances	64, 65, 66
1	Activités juridiques et comptables	69
1	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	70
1	Publicité et études de marché	73
1	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	79
1	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	811
1	Nettoyage courant des bâtiments	8121
1	Sécurité sociale obligatoire, mutuelles et autres organismes de sécurité sociale	843
1	Enseignement, à l'exception de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle	85
2	Fabrication des vêtements	14
2	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrements sonores et édition musicale	59
2	Programmation et diffusion de programmes de radio et de télévision	60
2	Activités immobilières	68
2	Activités d'architecture, d'ingénierie et de conseils techniques	711
2	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74
2	Activités liées à l'emploi	78
2	Services d'aménagement paysager	813
2	Services administratifs de bureau et autres activités de soutien aux entreprises	82
2	Enseignement supérieur	854
2	Formation professionnelle	85592
2	Arts, spectacles et activités récréatives	90, 91, 92, 93
2	Activités des organisations associatives	94
2	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95
2	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97, 98
2	Activités des organismes extra-territoriaux	99
3	Culture et production animale, chasse et services annexes	01
3	Activités de prépresse	1813

3	Reliure et activités annexes	1814
3	Reproduction d'enregistrements	1820
3	Commerce de véhicules automobiles et de motocycles, d'équipements de véhicules automobiles	451, 453, 454
3	Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	46
3	Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	47
3	Transports par eau	50
3	Transports aériens	51
3	Entreposage et services auxiliaires des transports, sauf manutention	52
3	Activités de poste et de courrier	53
3	Hébergement et restauration	55, 56
3	Télécommunications	61
3	Recherche-développement scientifique	72
3	Activités de location et location-bail	77
3	Enquêtes et sécurité	80
3	Administration publique fédérale, administration publique communautaire et régionale, administration publique provinciale	84111, 84112, 84113
3	Administration publique de la santé, de la formation, de la culture et des activités économiques	84120, 84130
3	Affaires étrangères	84210
3	Tribunaux et autres activités relatives à la justice	84231, 84239
3	Activités des entreprises de travail adapté	88995
3	Activités des blanchisseries et des salons-lavaires pour particuliers	96012
3	Coiffure et soins de beauté	9602
3	Services funéraires	9603
3	Entretien corporel	9604
3	Autres services personnels	9609
4	Industries alimentaires	10
4	Fabrication de boissons	11
4	Fabrication de produits à base de tabac	12
4	Fabrication de textiles	13
4	Industrie du cuir et de la chaussure	15
4	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	16
4	Industrie du papier et du carton	17
4	Imprimeries	1811, 1812
4	Industrie pharmaceutique	21
4	Métallurgie	24
4	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	25
4	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	26
4	Fabrication d'équipements électriques	27

4	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	28
4	Construction et assemblage de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques	29
4	Fabrication d'autres matériels de transport	30
4	Fabrication de meubles	31
4	Autres industries manufacturières	32
4	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
4	Entretien et réparation de véhicules automobiles	452
4	Autres transports terrestres de voyageurs	493
4	Transports routiers de fret et services de déménagement	494
4	Transports par conduites	495
4	Activités de contrôle et analyses techniques	712
4	Activités vétérinaires	75
4	Autres activités de nettoyage des bâtiments; nettoyage industriel	8122
4	Autres activités de nettoyage	8129
4	Administration publique communale, sauf CPAS	84114
4	Action sociale sans hébergement, à l'exception des activités des entreprises de travail adapté	88
4	Activités des blanchisseries industrielles	96011
5	Sylviculture et exploitation forestière	02
5	Pêche et aquaculture	03
5	Industries extractives	05, 06, 07, 08, 09
5	Cokéfaction et raffinage	19
5	Industrie chimique	20
5	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	22
5	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	23
5	Réparation et installation de machines et d'équipements	33
5	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36, 37, 38, 39
5	Construction	41, 42, 43
5	Transport ferroviaire de voyageurs autre qu'urbain et suburbain	491
5	Transports ferroviaires de fret	492
5	Manutention	5224
5	CPAS	84115
5	Police, service du feu et autres activités d'ordre public et de sécurité civile	8424, 8425
5	Activités pour la santé humaine	86
5	Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	87

**Annexe 2 de l'avis n° 184bis /bijlage 2 van het advies nr. 184bis
PPT/PBW – Dossier 168ter -600:
D184bis- PROJET D'AR ET SES ANNEXES (1 et 2) / ONTWERP VAN KB EN ZIJN BIJLAGEN (1
en 2)**

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET
CONCERTATION SOCIALE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN
SOCIAAL OVERLEG**

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail en ce qui concerne la tarification (1)

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk wat betreft de tarifiering (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

FILIP, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir, Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, §1^{er}, numéroté par la loi du 7 avril 1999 et modifié par la loi du 10 janvier 2007 et l'article 40, §3, modifié par la loi du

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, §1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 januari 2007 en artikel 40, §3, gewijzigd bij de wet van

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk;

Vu l'avis n° du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail donné le;

Gelet op het advies nr. van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op;

Vu l'avis n° du Conseil d'Etat, donné le , en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Gelet op advies nr. van de Raad van State, gegeven op, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Article 1er.- La section IIbis de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, insérée par l'arrêté royal du 20 février 2002 et modifiée par les arrêtés royaux des 11 juillet 2002 et 28 mai 2003, qui comprend les articles 13bis à 13duodécies, est remplacée par ce qui suit:

«SECTION II/1 - COTISATIONS FORFAITAIRES MINIMALES OBLIGATOIRES DUES POUR LES PRESTATIONS DES CONSEILLERS EN PREVENTION DES SERVICES EXTERNES

Art. 13/1.- La présente section s'applique aux employeurs et aux personnes y assimilées, visés à l'article 2 de la loi, ainsi qu'aux services externes auxquels ils font appel en application des articles 8 à 11 de l'arrêté royal relatif au service interne.

Art. 13/2.- §1^{er}. L'employeur est redevable annuellement au service externe d'une cotisation forfaitaire minimale par travailleur, dont le montant est déterminé par le groupe tarifaire auquel l'employeur appartient sur base de son activité principale telle que définie à l'annexe 1.

§2. La cotisation forfaitaire minimale visée au §1^{er} s'élève à :

- 1° 41,50 euro dans le groupe tarifaire 1 ;
- 2° 60,50 euro dans le groupe tarifaire 2 ;
- 3° 75,50 euro dans le groupe tarifaire 3 ;
- 4° 95,50 euro dans le groupe tarifaire 4 ;
- 5° 112,00 euro dans le groupe tarifaire 5.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, la cotisation forfaitaire minimale pour les employeurs qui occupent maximum cinq travailleurs le 30 novembre de l'année précédant l'année dans laquelle la cotisation est redevable, s'élève à :

- 1° 35,50 euro dans le groupe tarifaire 1 ;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1.- Afdeling IIbis van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 februari 2002 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 2002 en 28 mei 2003, dat de artikelen 13bis tot 13duodécies bevat, wordt vervangen als volgt:

“AFDELING II/1 – VERPLICHTE FORFAITAIRE MINIMUMBIJDRAGEN UIT HOOFDE VAN DE PRESTATIES VAN DE PREVENTIEADVISEURS VAN DE EXTERNE DIENSTEN

Art. 13/1.- Deze afdeling is van toepassing op de werkgevers en de daarmee gelijkgestelde personen, bedoeld in artikel 2 van de wet, alsook op de externe diensten waarop zij een beroep doen in toepassing van de artikelen 8 tot 11 van het koninklijk besluit betreffende de interne dienst.

Art. 13/2.- §1. De werkgever is jaarlijks aan de externe dienst een forfaitaire minimumbijdrage per werknemer verschuldigd waarvan het bedrag wordt bepaald door de tariefgroep waartoe de werkgever behoort op grond van zijn hoofdactiviteit, zoals bepaald in bijlage 1.

§2. De forfaitaire minimumbijdrage bedoeld in §1 bedraagt:

- 1° 41,50 euro in tariefgroep 1;
- 2° 60,50 euro in tariefgroep 2;
- 3° 75,50 euro in tariefgroep 3;
- 4° 95,50 euro in tariefgroep 4;
- 5° 112,00 euro in tariefgroep 5.

In afwijking van het eerste lid, bedraagt de forfaitaire minimumbijdrage voor werkgevers die maximum vijf werknemers tewerkstellen op 30 november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de bijdrage is verschuldigd:

- 1° 35,50euro in tariefgroep 1;

2° 51,50 euro dans le groupe tarifaire 2 ;

3° 64,00 euro dans le groupe tarifaire 3 ;

4° 81,00 euro dans le groupe tarifaire 4 ;

5° 95,00 euro dans le groupe tarifaire 5.

§3. L'employeur est redevable de la cotisation forfaitaire minimale pour un travailleur qui est enregistré chez lui pendant une année civile complète via Dimona, ou, à défaut, est inscrit dans un document ou registre qui reflète de manière équivalente l'effectif du personnel.

Pour un travailleur qui n'est pas enregistré chez un employeur pendant une année civile complète, cet employeur est redevable d'un douzième de la cotisation forfaitaire minimale par mois calendrier dans lequel le travailleur est enregistré chez lui. Si une prestation individuelle est fournie pour ce travailleur, la cotisation forfaitaire minimale est redevable dans sa totalité.

Art. 13/3.- §1^{er}. L'employeur du groupe C ou D, qui ne dispose pas au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II, telle que visée à l'article 22 de l'arrêté royal relatif au service interne, a droit, en échange de la cotisation forfaitaire minimale, aux prestations générales suivantes:

- 1° la collaboration active à la mise en œuvre, l'exécution et la mise à jour de l'analyse des risques;
- 2° la proposition des mesures de prévention qui doivent être prises sur base de l'analyse des risques au niveau de l'organisation dans son ensemble, au niveau de chaque groupe de postes de travail ou de fonctions et au niveau de l'individu, comme prévu aux articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° 51,50 euro in tariefgroep 2;

3° 64,00 euro in tariefgroep 3;

4° 81,00 euro in tariefgroep 4;

5° 95,00 euro in tariefgroep 5.

§3. De werkgever is de forfaitaire minimumbijdrage verschuldigd voor een werknemer die gedurende een volledig kalenderjaar bij hem is geregistreerd via Dimona, of, bij ontstentenis hiervan, is ingeschreven in een document of register dat op een vergelijkbare wijze het personeelsbestand weergeeft.

Voor een werknemer die geen volledig kalenderjaar is geregistreerd bij de werkgever, is deze werkgever een twaalfde van de forfaitaire minimumbijdrage verschuldigd per kalendermaand waarin de werknemer bij hem is geregistreerd. Indien er voor deze werknemer een individuele prestatie wordt geleverd, is de forfaitaire minimumbijdrage in haar geheel verschuldigd.

Art. 13/3.- §1. De werkgever van groep C of D, die in zijn interne dienst niet beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd zoals bepaald in artikel 22 van het koninklijk besluit betreffende de interne dienst, heeft in ruil voor de forfaitaire minimumbijdrage recht op de volgende algemene prestaties:

- 1° het actief meewerken aan het opstarten, uitvoeren en updaten van de risicoanalyse;
- 2° het voorstellen van de preventiemaatregelen die moeten worden genomen op basis van de risicoanalyse op het niveau van de organisatie in haar geheel, op het niveau van elke groep van werkposten of functies en op het niveau van het individu, zoals voorzien in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

- 3° à l'exception des prestations supplémentaires visées à l'article 28, §2 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, l'exécution des pratiques de prévention suivantes, dans le cadre de la surveillance de santé qui sont réservées à la section chargée de la surveillance médicale :
- a) les évaluations de santé préalables et périodiques;
 - b) les consultations spontanées;
 - c) les examens de reprise du travail;
 - d) les visites de pré-reprise du travail;
 - e) la surveillance de santé prolongée;
 - f) les examens médicaux dans le cadre de la protection de la maternité, tels que visés à l'article 9 de l'arrêté royal du 2 mai 1995 relatif à la protection de la maternité;
- 4° l'organisation du droit de prise de connaissance du dossier de santé, tel que visé à l'article 91 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande de prise de connaissance par le service externe;
- 5° la collaboration à l'analyse, complétée, le cas échéant, par un questionnaire ou par un autre instrument, et la proposition des mesures de prévention concernant le travail sur écran, tels que visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 27 août 1993 relatif au travail sur des équipements à écran de visualisation;
- 6° la collaboration à la formation relative à l'hygiène alimentaire et à l'analyse des risques en ce qui concerne le contact avec des denrées alimentaires, tels que visés à la section V/II de l'arrêté royal du 4 août 1996 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail;
- 3° met uitzondering van de bijkomende handelingen bedoeld in artikel 28, §2 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers, het uitvoeren van de volgende preventieve handelingen in het kader van het gezondheidstoezicht die voorbehouden zijn aan de afdeling belast met het medisch toezicht:
- a) de voorafgaande en periodieke gezondheidsbeoordelingen;
 - b) de spontane raadplegingen;
 - c) de onderzoeken bij werkhervatting;
 - d) de bezoeken voorafgaand aan de werkhervatting;
 - e) het voortgezet gezondheidstoezicht;
 - f) de onderzoeken in het kader van de moederschapsbescherming, zoals bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 2 mei 1995 inzake moederschapsbescherming;
- 4° het organiseren van een inzage recht in het gezondheidsdossier, zoals bedoeld in artikel 91 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers, binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst door de externe dienst van het verzoek tot inzage;
- 5° het meewerken aan de analyse, in voorkomend geval aangevuld met een bevraging of een ander instrument, en het voorstellen van preventiemaatregelen inzake beeldschermwerk, zoals bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 betreffende het werken met beeldschermapparatuur;
- 6° het meewerken aan de opleiding in verband met voedselhygiëne en aan de analyse van de risico's inzake contact met voedingswaren, zoals bedoeld in afdeling V/II van het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de bescherming van de werknemers tegen de risico's bij blootstelling aan biologische agentia op het werk;

- 7° l'assistance aux réunions du Comité conformément à l'article 25, alinéa 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 3 mai 1999 relatif aux missions et au fonctionnement des comités pour la prévention et la protection au travail;
- 8° avec un maximum de cinq heures de prestations d'un conseiller en prévention, la fourniture d'assistance suite à un accident du travail grave tel que visé à l'article 94bis de la loi, dès que le service externe en a connaissance, et en particulier:
- a) la proposition de mesures conservatoires, telles que visées à l'article 94septies, §2 de la loi;
- b) l'exécution de l'enquête de l'accident du travail grave;
- 9° l'exécution des missions du conseiller en prévention aspects psychosociaux qui résultent du traitement de la demande individuelle d'intervention psychosociale informelle ou formelle du travailleur en application du chapitre Vbis de la loi, à l'exception des prestations qui suivent la communication de l'identité du demandeur à l'employeur;
- 10° l'exécution d'un examen des lieux de travail et des postes de travail, nécessaire pour la réalisation des prestations mentionnées au présent article;
- 11° dans les cinq ans après la date de l'affiliation, la délivrance d'un avis stratégique motivé sur la politique de prévention de l'employeur, sous la responsabilité du conseiller en prévention, dont le contenu et les modalités sont définis à l'annexe 2, et qui est actualisé régulièrement, et au moins tous les trois ans;
- 12° la tenue à disposition en ligne d'un inventaire des prestations effectuées chez l'employeur, tel que visé aux articles 29 et 30.
- 7° het bijwonen van de vergaderingen van het Comité overeenkomstig artikel 25, eerste lid, 3° van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 betreffende de opdrachten en de werking van de Comités voor preventie en bescherming op het werk;
- 8° met een maximum van vijf prestatie-uren preventieadviseur, het verlenen van bijstand naar aanleiding van een ernstig arbeidsongeval zoals bedoeld in artikel 94bis van de wet, van zodra de externe dienst hiervan kennis heeft, meer bepaald:
- a) het voorstellen van bewarende maatregelen, zoals bedoeld in artikel 94septies, §2 van de wet;
- b) het uitvoeren van het onderzoek van het ernstig arbeidsongeval;
- 9° het uitvoeren van de opdrachten van de preventieadviseur psychosociale aspecten die voortvloeien uit de behandeling van de individuele vraag tot informele of formele psychosociale interventie van de werknemer in toepassing van hoofdstuk Vbis van de wet, met uitzondering van de prestaties die volgen op de mededeling van de identiteit van de verzoeker aan de werkgever;
- 10° het verrichten van een onderzoek van de arbeidsplaatsen en van de werkposten, nodig voor het uitvoeren van de in dit artikel vermelde prestaties;
- 11° het onder de verantwoordelijkheid van de preventieadviseur afleveren, binnen vijf jaar na de datum van aansluiting, van een gemotiveerd beleidsadvies over het preventiebeleid van de werkgever, waarvan de inhoud en de modaliteiten worden bepaald in bijlage 2, en dat op geregelde tijdstippen, en minstens driejaarlijks, wordt geactualiseerd;
- 12° het online beschikbaar houden van een inventaris van de bij de werkgever uitgevoerde prestaties, zoals bedoeld in de artikelen 29 en 30.

Le service externe est présumé avoir fourni les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o s'il utilise une méthode de travail standardisée qui:

- a) a été développée pour un ou plusieurs secteurs ou pour des fonctions déterminées, et qui a été approuvée par les partenaires sociaux du secteur concerné, et notifiée à la Direction Générale Humanisation du Travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale;
- b) aboutit à un instrument qui permet de déterminer au moins les résultats de l'analyse des risques, les mesures de prévention à prendre, les qualifications exigées et la formation, et les obligations relatives à la surveillance de santé, au niveau de l'organisation dans son ensemble, et au niveau de chaque groupe de postes de travail ou de fonctions;
- c) contribue à la rédaction de l'avis stratégique;
- d) est actualisée ou complétée au moins tous les trois ans, ainsi que lors de modifications importantes des fonctions ou postes de travail dont l'employeur informe le service externe;
- e) est complétée, si nécessaire, par une approche jusqu'au niveau de l'individu.

§2. Pour l'employeur du groupe A, B ou C qui dispose au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II, telle que visée à l'article 22 de l'arrêté royal relatif au service interne, la cotisation forfaitaire minimale est convertie en unités de prévention telles que visées à l'article 13/4, qui sont consacrées de préférence aux prestations suivantes:

- a) les pratiques de prévention dans le cadre de la surveillance de la santé, ainsi que l'organisation du droit de prise de connaissance du dossier de santé, telles que visées au §1^{er}, 3^o et 4^o;

De externe dienst wordt geacht de prestaties bedoeld in het eerste lid, 1^o en 2^o te hebben geleverd indien ze een gestandaardiseerde werkwijze hanteert die:

- a) voor één of meerdere sectoren of voor bepaalde functies werd ontwikkeld, en door de sociale partners van de betrokken sector werd goedgekeurd, en vervolgens aan de Algemene Directie Humanisering van de Arbeid van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg werd gemeld;
- b) resulteert in een instrument dat toelaat ten minste de resultaten van de risicoanalyse, de te nemen preventiemaatregelen, de vereiste kwalificaties en opleiding en de verplichtingen inzake gezondheidstoezicht vast te stellen op het niveau van de organisatie in haar geheel en op het niveau van elke groep van werkposten of functies;
- c) bijdraagt tot het opstellen van het beleidsadvies;
- d) minstens driejaarlijks wordt geactualiseerd of aangevuld, evenals bij belangrijke wijzigingen aan functies of werkposten waarvan de werkgever de externe dienst op de hoogte brengt;
- e) indien nodig wordt aangevuld met een benadering tot op het niveau van het individu.

§2. Voor de werkgever van groep A, B of C die in zijn interne dienst beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd zoals bepaald in artikel 22 van het koninklijk besluit betreffende de interne dienst, wordt de forfaitaire minimumbijdrage omgezet in preventie-eenheden zoals bepaald in artikel 13/4, die bij voorrang worden besteed aan de volgende prestaties:

- a) de preventieve handelingen in het kader van het gezondheidstoezicht, evenals het organiseren van het inzagerecht in het gezondheidsdossier, zoals bedoeld in §1, 3^o en 4^o;

b) l'exécution des missions du conseiller en prévention aspects psychosociaux, sauf si l'employeur dispose d'un conseiller en prévention aspects psychosociaux au sein de son service interne pour la prévention et la protection au travail.

S'il reste des unités de prévention après l'exécution des prestations visées à l'alinéa 1^{er}, ces unités de prévention peuvent être dépensées par l'employeur, en concertation avec le service externe, sous la forme d'autres prestations qui sont directement liées à la politique de prévention de l'entreprise. Les unités de prévention restantes sont transférables.

Si les unités de prévention ne suffisent pas à permettre de fournir les prestations visées à l'alinéa 1^{er}, le service externe garantit néanmoins l'exécution de ces prestations ; dans ce cas, ces prestations sont comptabilisées séparément.

§3. L'employeur qui dispose au sein du service interne pour la prévention et la protection au travail d'un département chargé de la surveillance médicale, est redevable au service externe d'une cotisation qui correspond aux prestations mentionnées explicitement et de manière détaillée dans le contrat conclu en application de l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o.

Art. 13/4.- §1^{er}. Une unité de prévention s'élève à 150 euro.

Des unités de prévention peuvent être dépensées par l'employeur au moyen de prestations par le personnel du service externe telles que définies au §2, ou par conversion du coût des prestations, tel que visé à l'article 13/5.

§2. L'employeur peut dépenser les unités de prévention au moyen de prestations des services externes en application des facteurs de pondération suivants, où il est tenu compte du coût moyen par heure prestée par le personnel d'un service externe, coût salarial brut par heure, avantages extralégaux et frais généraux compris:

b) het uitvoeren van de opdrachten van de preventieadviseur psychosociale aspecten, tenzij de werkgever binnen zijn interne dienst voor preventie en bescherming op het werk beschikt over een preventieadviseur psychosociale aspecten.

Indien er preventie-eenheden overblijven na het uitvoeren van de prestaties bedoeld in het eerste lid, kunnen deze preventie-eenheden door de werkgever, in overleg met de externe dienst, worden opgenomen onder de vorm van andere prestaties die rechtstreeks verband houden met het preventiebeleid van de onderneming. De overblijvende preventie-eenheden zijn overdraagbaar.

Indien er onvoldoende preventie-eenheden zijn om de in het eerste lid bedoelde prestaties te kunnen leveren, garandeert de externe dienst niettemin dat deze prestaties worden uitgevoerd; in dat geval worden deze prestaties afzonderlijk aangerekend.

§3. De werkgever die binnen de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk beschikt over een departement belast met het medisch toezicht, is aan de externe dienst een bijdrage verschuldigd die overeenstemt met de prestaties die uitdrukkelijk en gedetailleerd worden vermeld in de overeenkomst gesloten met toepassing van artikel 13, eerste lid, 1^o en 2^o.

Art. 13/4.- §1. Een preventie-eenheid bedraagt 150 euro.

Preventie-eenheden kunnen door de werkgever worden opgenomen door middel van prestaties door het personeel van de externe dienst zoals bepaald in §2, of door omzetting van de kostprijs van de prestaties zoals bedoeld in artikel 13/5.

§2. De werkgever kan de preventie-eenheden opnemen door middel van prestaties vanwege de externe dienst met toepassing van de volgende wegingsfactoren, waarbij rekening wordt gehouden met de gemiddelde kostprijs per door het personeel van een externe dienst gepresteerd uur, bruto uurloonkost, extralegale voordelen en overheadkosten inbegrepen:

- | | |
|---|--|
| <p>a) 100% par heure prestée par un conseiller en prévention spécialisé dans le domaine de la sécurité du travail, tel que visé à l'article 22, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o;</p> <p>b) 125% par heure prestée par un conseiller en prévention-médecin du travail, tel que visé à l'article 22, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;</p> <p>c) 100% par heure prestée par un conseiller en prévention spécialisé dans le domaine de l'ergonomie, tel que visé à l'article 22, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o;</p> <p>d) 100% par heure prestée par un conseiller en prévention spécialisé dans le domaine de l'hygiène du travail, tel que visé à l'article 22, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o;</p> <p>e) 100% par heure prestée par un conseiller en prévention spécialisé dans le domaine des aspects psychosociaux du travail, tel que visé à l'article 22, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o;</p> <p>f) 75% par heure prestée par une personne qui assiste le conseiller en prévention et qui a terminé avec fruit une formation complémentaire agréée de conseiller en prévention de niveau II au moins;</p> <p>g) 75% par heure prestée par un(e) infirmier(ère) qui assiste le conseiller en prévention-médecin du travail.</p> | <p>a) 100% per gepresteerd uur door een preventieadviseur deskundig op het gebied van arbeidsveiligheid, zoals bedoeld in artikel 22, §1, eerste lid, 1^o;</p> <p>b) 125% per gepresteerd uur door een preventieadviseur-arbeidsgeneesheer, zoals bedoeld in artikel 22, §1, eerste lid, 2^o;</p> <p>c) 100% per gepresteerd uur door een preventieadviseur deskundig op het gebied van de ergonomie, zoals bedoeld in artikel 22, §1, eerste lid, 3^o;</p> <p>d) 100% per gepresteerd uur door een preventieadviseur deskundig op het gebied van arbeidshygiëne, zoals bedoeld in artikel 22, §1, eerste lid, 4^o;</p> <p>e) 100% per gepresteerd uur door een preventieadviseur deskundig op het gebied van psychosociale aspecten van de arbeid, zoals bedoeld in artikel 22, §1, eerste lid, 5^o;</p> <p>f) 75% per gepresteerd uur door een persoon die de preventieadviseur bijstaat en die met vrucht een erkende aanvullende vorming tot preventieadviseur van ten minste niveau II beëindigd heeft;</p> <p>g) 75% per gepresteerd uur door een verpleegkundige die de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer bijstaat.</p> |
|---|--|

Art. 13/5.- Sont considérées comme complémentaires aux prestations visées à l'article 13/3, §1^{er} et §2, alinéa 1^{er}, et peuvent être comptabilisées séparément à l'employeur par le service externe:

- 1^o actes techniques dans le cadre des missions relatives à la gestion des risques, et qui font partie des méthodes d'analyse et d'expertise, notamment les recherches, contrôles et mesurages qui exigent une analyse en laboratoire;
- 2^o actes complémentaires dans le cadre des missions relatives à la surveillance de la santé qui ne sont pas couvertes par la cotisation forfaitaire, en particulier les coûts des analyses, examens radiologiques, examens dirigés ou

Art. 13/5.- Worden beschouwd als aanvulling op de prestaties bedoeld in artikel 13/3, §1 en §2, eerste lid, en kunnen door de externe dienst afzonderlijk aan de werkgever worden aangerekend:

- 1^o technische handelingen in het kader van de opdrachten inzake risicobeheer en die deel uitmaken van de analyse- en expertisemethoden, inzonderheid onderzoeken, controles en metingen die een laboratoriumanalyse vergen;
- 2^o bijkomende handelingen in het kader van de opdrachten inzake gezondheidstoezicht, inzonderheid de kosten van de analyses, radiologische onderzoeken, gerichte onderzoeken of gerichte functionele tests; deze worden

tests fonctionnels dirigés; ceux-ci sont comptabilisés conformément aux honoraires repris dans la nomenclature des prestations de santé, établie en exécution de l'article 35 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

3° frais réels de déplacement des conseillers en prévention et des personnes qui les assistent.

Art. 13/6.- §1^{er}. Les prestations suivantes dans le cadre des missions relatives à la gestion des risques sont comptabilisées à 115 euro par heure prestée faisant application des facteurs de pondération visés à l'article 13/4, §2:

1° les prestations qui ne sont pas reprises à l'article 13/3, §1^{er}, pour un employeur du groupe C ou D qui ne dispose pas au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II;

2° les prestations qui sont exécutées après l'épuisement des unités de prévention visées à l'article 13/4, pour un employeur du groupe A, B ou C qui dispose au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II.

§2. Les prestations suivantes dans le cadre des missions relatives à la surveillance de la santé sont comptabilisées à 77,53 euro par prestation, ou à 115 euro par heure prestée faisant application des facteurs de pondération visés à l'article 13/4, §2:

1° les pratiques de prévention dans le cadre de la surveillance de la santé qui ne sont pas reprises à l'article 13/3, §1^{er}, 3°, pour un employeur du groupe C ou D qui ne dispose pas au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II;

2° les pratiques de prévention dans le cadre de la surveillance de la santé qui doivent être comptabilisées séparément après l'épuisement des

aangerekend conform de erelonen die zijn opgenomen in de nomenclatuur van de gezondheidsprestaties, die is opgesteld in uitvoering van artikel 35 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994;

3° reële verplaatsingskosten van de preventieadviseurs en van de personen die hen bijstaan.

Art. 13/6.- §1. De volgende prestaties in het kader van de opdrachten inzake risicobeheer worden aangerekend aan 115 euro per gepresteerd uur met toepassing van de wegingsfactoren bedoeld in artikel 13/4, §2:

1° de prestaties die niet opgenomen zijn in artikel 13/3, §1, bij een werkgever van groep C of D die in zijn interne dienst niet beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd;

2° de prestaties die worden uitgevoerd na uitputting van de preventie-eenheden bedoeld in artikel 13/4, bij een werkgever van groep A, B of C die in zijn interne dienst beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd.

§2. De volgende prestaties in het kader van de opdrachten inzake gezondheidstoezicht worden aangerekend aan 77,53 euro per prestatie of aan 115 euro per gepresteerd uur met toepassing van de wegingsfactoren bedoeld in artikel 13/4, §2:

1° de preventieve handelingen in het kader van het gezondheidstoezicht die niet zijn opgenomen in artikel 13/3, §1, 3°, bij een werkgever van groep C of D die in zijn interne dienst niet beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd;

2° de preventieve handelingen in het kader van het gezondheidstoezicht die afzonderlijk moeten worden aangerekend na uitputting van de

unités de prévention visées à l'article 13/4, pour un employeur du groupe A, B ou C qui dispose au sein de son service interne d'un conseiller en prévention qui a terminé avec fruit une formation complémentaire de niveau I ou II.

Art. 13/7.- Les cotisations forfaitaires minimales sont rattachées à l'indice des prix à la consommation conformément aux principes prévus par les articles 2, 4, 5 et 6, 1^o de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

L'article 4 de la même loi, complété par l'article 18, §2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité, prévoit que seul l'indice santé lissé doit être pris en considération pour les prestations sociales.

L'indice pivot de base s'élève à 99,04.

Les montants fixés dans cette section sont adaptés à l'indice pivot chaque année au 1^{er} janvier.

Art. 13/8.- L'employeur met en demeure par écrit le service externe si ce service n'a pas exécuté les prestations visées à l'article 13/3. Si le service externe reste manifestement en défaut d'exécuter ses prestations, l'employeur n'est pas redevable de la cotisation forfaitaire minimale visée à l'article 13/2.

Une copie de la mise en demeure est soumise au Comité d'avis visé à l'article 14, selon les modalités fixées dans le manuel de qualité du service externe.»

Art. 2.- L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

“Art. 29.- Le service externe tient pour l'employeur, de manière électronique, un inventaire de toutes les prestations effectuées, qui peut être consulté en ligne par l'employeur à tout moment.

preventie-eenheden bedoeld in artikel 13/4, bij een werkgever van groep A, B of C die in zijn interne dienst beschikt over een preventieadviseur die met vrucht een aanvullende vorming niveau I of II heeft beëindigd.

Art. 13/7.- De forfaitaire minimumbijdragen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de beginselen bepaald door de artikelen 2, 4, 5 en 6, 1^o van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Artikel 4 van dezelfde wet, aangevuld met artikel 18, §2 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van het concurrentievermogen, voorziet dat enkel de gezuiverde gezondheidsindex in aanmerking mag worden genomen voor de sociale prestaties.

De basisspilindex bedraagt 99,04.

De bedragen in deze afdeling worden elk jaar op 1 januari aangepast aan de spilindex.

Art. 13/8.- De werkgever stelt de externe dienst schriftelijk in gebreke indien deze dienst de prestaties bedoeld in artikel 13/3 niet heeft uitgevoerd. Indien de externe dienst kennelijk in gebreke blijft om zijn prestaties alsnog uit te voeren, is de werkgever de forfaitaire minimumbijdrage bedoeld in artikel 13/2 niet verschuldigd.

Een afschrift van de ingebrekestelling wordt voorgelegd aan het Adviescomité bedoeld in artikel 14, volgens de modaliteiten bepaald in het kwaliteitshandboek van de externe dienst.”

Art. 2.- Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 29.- De externe dienst houdt voor de werkgever op elektronische wijze een inventaris bij van alle uitgevoerde prestaties, die door de werkgever te allen tijde online kan worden geraadpleegd.

Cet inventaire contient par prestation les données suivantes:

- 1° la date, ainsi que la durée de la prestation;
- 2° le nom du conseiller en prévention qui a effectué la prestation, ainsi que sa spécialisation;
- 3° une description de la prestation avec, le cas échéant, la désignation de la disposition réglementaire qui l'impose;
- 4° la référence au manuel de qualité;
- 5° les avis et conclusions;
- 6° selon le cas, les exigences imposées par les méthodes spécifiques qui ont été utilisées lors de l'exécution de la prestation;
- 7° pour les employeurs visés à l'article 13/3, §2, le coût en unités de prévention telles que visées à l'article 13/4, §1^{er}, afin de pouvoir calculer le solde.»

Art. 3.- L'article 30 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

“Art. 30.- L'employeur informe le comité du contenu de l'inventaire visé à l'article 29, à intervalles réguliers, et chaque fois que le comité le demande.

Les fonctionnaires chargés de la surveillance peuvent consulter l'inventaire chaque fois qu'ils le demandent.»

Art. 4.- Les services externes disposent d'un délai de cinq ans, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour la rédaction de l'avis stratégique visé à l'article 13/3, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 11° de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, pour les employeurs qui étaient déjà affiliés chez eux au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Deze inventaris bevat per prestatie de volgende gegevens:

- 1° de datum, evenals de duurtijd van de prestatie;
- 2° de naam van de preventieadviseur die de prestatie heeft uitgevoerd, evenals zijn deskundigheid;
- 3° een beschrijving van de prestatie met, in voorkomend geval, de aanduiding van de réglementaire bepaling die ze oplegt;
- 4° de verwijzing naar het kwaliteitshandboek;
- 5° de adviezen en besluiten;
- 6° al naargelang het geval, de eisen opgelegd door de specifieke methodes die bij het uitvoeren van de prestatie werden gebruikt;
- 7° voor de werkgevers bedoeld in artikel 13/3, §2, de kostprijs uitgedrukt in preventie-eenheden zoals bedoeld in artikel 13/4, §1, teneinde het saldo te kunnen berekenen.”

Art. 3.- Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 30.- De werkgever brengt het Comité op regelmatige tijdstippen, en telkens wanneer het Comité er om verzoekt, op de hoogte van de inhoud van de inventaris, bedoeld in artikel 29.

De met het toezicht belaste ambtenaren kunnen de inventaris inkijken telkens zij erom verzoeken.”

Art. 4.- De externe diensten beschikken over een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, voor het opstellen van het beleidsadvies bedoeld in artikel 13/3, §1, eerste lid, 11° van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, voor de werkgevers die reeds bij hen zijn aangesloten op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 5.- A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il est démarré un monitoring qui concerne l'application concrète de ces dispositions par les employeurs et les services externes pour la prévention et la protection au travail. Le Ministre peut fixer les conditions et les modalités de ce monitoring.

Sur base des résultats du monitoring, une évaluation des présentes dispositions est effectuée par le Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Cette évaluation est soumise à l'avis du Conseil Supérieur pour la prévention et la protection au travail.

Art. 6.- L'arrêté royal du 24 avril 2014 modifiant l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail en ce qui concerne la tarification, est retiré.

Art. 7.- Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2016:

- 1° la loi du ... modifiant l'article 40 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;
- 2° le présent arrêté.

Art. 8.- Le Ministre compétent pour l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi:
Le Ministre de l'Emploi,

Art. 5. - Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit wordt een monitoring opgestart die betrekking heeft op de concrete toepassing van deze bepalingen door de werkgevers en de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk. De Minister kan de voorwaarden en nadere regels van deze monitoring vastleggen.

Op basis van de resultaten van de monitoring worden deze bepalingen onderworpen aan een evaluatie door de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Deze evaluatie wordt voor advies voorgelegd aan de Hoge Raad voor Preventie en bescherming op het werk.

Art. 6.- Het koninklijk besluit van 24 april 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk wat betreft de tarifiering, wordt ingetrokken.

Art. 7.- Op 1 januari 2016 treden in werking:

- 1° de wet van tot wijziging van artikel 40 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;
- 2° dit besluit.

Art. 8.- De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege:
De Minister van Werk,

K. PEETERS

(1) Références au Moniteur belge :

Loi du 4 août 1996,
Moniteur belge du 18 septembre 1996 ;

Loi du 7 avril 1999,
Moniteur belge du 20 avril 1999 ;

Loi du 10 janvier 2007,
Moniteur belge du 6 juin 2007 ;

Loi du 26 décembre 2013,
Moniteur belge du 31 décembre 2013 ;

Arrêté royal du 4 août 1996,
Moniteur belge du 1er octobre 1996 ;

Arrêté royal du 27 mars 1998,
Moniteur belge du 31 mars 1998 ;

Arrêté royal du 20 février 2002,
Moniteur belge du 8 mars 2002 ;

Arrêté royal du 11 juillet 2002,
Moniteur belge du 18 juillet 2002;

Arrêté royal du 28 mai 2003,
Moniteur belge du 16 juin 2003.

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad:

Wet van 4 augustus 1996,
Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;

Wet van 7 april 1999,
Belgisch Staatsblad van 20 april 1999;

Wet van 10 januari 2007,
Belgisch Staatsblad van 6 juni 2007;

Wet van 26 december 2013,
Belgisch Staatsblad van 31 december 2013;

Koninklijk besluit van 4 augustus 1996,
Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1996;

Koninklijk besluit van 27 maart 1998,
Belgisch Staatsblad van 31 maart 1998;

Koninklijk besluit van 20 februari 2002,
Belgisch Staatsblad van 8 maart 2002;

Koninklijk besluit van 11 juli 2002,
Belgisch Staatsblad van 18 juli 2002;

Koninklijk besluit van 28 mei 2003,
Belgisch Staatsblad van 16 juni 2003.

Annexe 1 DU PROJET D'AR

Répartition des employeurs en 5 groupes tarifaires sur base de leur activité principale

groupe tarifaire	activité principale de l'employeur	Code NACE (indicatif)
1	Édition	58
1	Programmation, conseil et autres activités informatiques	62
1	Services d'information	63
1	Activités des services financiers et assurances	64, 65, 66
1	Activités juridiques et comptables	69
1	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	70
1	Publicité et études de marché	73
1	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	79
1	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	811
1	Nettoyage courant des bâtiments	8121
1	Sécurité sociale obligatoire, mutuelles et autres organismes de sécurité sociale	843
1	Enseignement, à l'exception de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle	85
2	Fabrication des vêtements	14
2	Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrements sonores et édition musicale	59
2	Programmation et diffusion de programmes de radio et de télévision	60
2	Activités immobilières	68
2	Activités d'architecture, d'ingénierie et de conseils techniques	711
2	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	74
2	Activités liées à l'emploi	78
2	Services d'aménagement paysager	813
2	Services administratifs de bureau et autres activités de soutien aux entreprises	82
2	Enseignement supérieur	854
2	Formation professionnelle	85592
2	Arts, spectacles et activités récréatives	90, 91, 92, 93
2	Activités des organisations associatives	94
2	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	95
2	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97, 98
2	Activités des organismes extra-territoriaux	99

3	Culture et production animale, chasse et services annexes	01
3	Activités de prépresse	1813
3	Reliure et activités annexes	1814
3	Reproduction d'enregistrements	1820
3	Commerce de véhicules automobiles et de motocycles, d'équipements de véhicules automobiles	451, 453, 454
3	Commerce de gros, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	46
3	Commerce de détail, à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles	47
3	Transports par eau	50
3	Transports aériens	51
3	Entreposage et services auxiliaires des transports, sauf manutention	52
3	Activités de poste et de courrier	53
3	Hébergement et restauration	55, 56
3	Télécommunications	61
3	Recherche-développement scientifique	72
3	Activités de location et location-bail	77
3	Enquêtes et sécurité	80
3	Administration publique fédérale, administration publique communautaire et régionale, administration publique provinciale	84111, 84112, 84113
3	Administration publique de la santé, de la formation, de la culture et des activités économiques	84120, 84130
3	Affaires étrangères	84210
3	Tribunaux et autres activités relatives à la justice	84231, 84239
3	Activités des entreprises de travail adapté	88995
3	Activités des blanchisseries et des salons-lavoirs pour particuliers	96012
3	Coiffure et soins de beauté	9602
3	Services funéraires	9603
3	Entretien corporel	9604
3	Autres services personnels	9609
4	Industries alimentaires	10
4	Fabrication de boissons	11
4	Fabrication de produits à base de tabac	12
4	Fabrication de textiles	13
4	Industrie du cuir et de la chaussure	15
4	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	16
4	Industrie du papier et du carton	17
4	Imprimeries	1811, 1812
4	Industrie pharmaceutique	21
4	Métallurgie	24
4	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	25

4	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	26
4	Fabrication d'équipements électriques	27
4	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	28
4	Construction et assemblage de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques	29
4	Fabrication d'autres matériels de transport	30
4	Fabrication de meubles	31
4	Autres industries manufacturières	32
4	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
4	Entretien et réparation de véhicules automobiles	452
4	Autres transports terrestres de voyageurs	493
4	Transports routiers de fret et services de déménagement	494
4	Transports par conduites	495
4	Activités de contrôle et analyses techniques	712
4	Activités vétérinaires	75
4	Autres activités de nettoyage des bâtiments; nettoyage industriel	8122
4	Autres activités de nettoyage	8129
4	Administration publique communale, sauf CPAS	84114
4	Action sociale sans hébergement, à l'exception des activités des entreprises de travail adapté	88
4	Activités des blanchisseries industrielles	96011
5	Sylviculture et exploitation forestière	02
5	Pêche et aquaculture	03
5	Industries extractives	05, 06, 07, 08, 09
5	Cokéfaction et raffinage	19
5	Industrie chimique	20
5	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	22
5	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	23
5	Réparation et installation de machines et d'équipements	33
5	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36, 37, 38, 39
5	Construction	41, 42, 43
5	Transport ferroviaire de voyageurs autre qu'urbain et suburbain	491
5	Transports ferroviaires de fret	492
5	Manutention	5224
5	CPAS	84115
5	Police, service du feu et autres activités d'ordre public et de sécurité civile	8424, 8425
5	Activités pour la santé humaine	86
5	Activités médico-sociales et sociales avec hébergement	87

Bijlage 1 VAN HET ONTWERP-KB

Indeling van werkgevers in 5 tariefgroepen op grond van hun hoofdactiviteit.

tariefgroep	Hoofdactiviteit van de werkgever/	NACE code (indicatief)
1	Uitgeverijen	58
1	Ontwerpen en programmeren van computerprogramma's, computerconsultancy-activiteiten en aanverwante activiteiten	62
1	Dienstverlenende activiteiten op het gebied van informatie	63
1	Financiële activiteiten en verzekeringen	64, 65, 66
1	Rechtskundige en boekhoudkundige dienstverlening	69
1	Activiteiten van hoofdkantoren; adviesbureaus op het gebied van bedrijfsbeheer	70
1	Reclamewezen en marktonderzoek	73
1	Reisbureaus, reisorganisatoren, reserveringsbureaus en aanverwante activiteiten	79
1	Diverse ondersteunende activiteiten ten behoeve van voorzieningen	811
1	Algemene reiniging van gebouwen	8121
1	Verplichte sociale verzekeringen, ziekenfondsen en overige instellingen van sociale zekerheid	843
1	Onderwijs, m.u.v. hoger onderwijs en beroepsopleiding	85
2	Vervaardiging van kleding	14
2	Productie van films en video- en televisieprogramma's, maken van geluidsopnamen en uitgeverijen van muziekopnamen	59
2	Programmeren en uitzenden van radio- en televisieprogramma's	60
2	Exploitatie van en handel in onroerend goed	68
2	Architecten, ingenieurs en aanverwante technische adviseurs	711
2	Overige gespecialiseerde wetenschappelijke en technische activiteiten	74
2	Terbeschikkingstelling van personeel	78
2	Landschapsverzorging	813
2	Administratieve en ondersteunende activiteiten ten behoeve van kantoren en overige zakelijke activiteiten	82
2	Hoger onderwijs	854
2	Beroepsopleiding	85592
2	Kunst, amusement en recreatie	90, 91, 92, 93
2	Verenigingen	94
2	Reparatie van computers en consumentenartikelen	95
2	Huishoudens als werkgever (van huishoudelijk personeel)	97, 98
2	Extraterritoriale organisaties en lichamen	99

3	Teelt van gewassen, veeteelt, jacht en diensten in verband met deze activiteiten	01
3	Prepress- en premediadiensten	1813
3	Binderijen en aanverwante diensten	1814
3	Reproductie van opgenomen media	1820
3	Handel in auto's en motorfietsen, en in onderdelen en accessoires van motorvoertuigen	451, 453, 454
3	Groothandel en handelsbemiddeling, met uitzondering van de handel in motorvoertuigen en motorfietsen	46
3	Detailhandel, met uitzondering van de handel in auto's en motorfietsen	47
3	Vervoer over water	50
3	Luchtvaart	51
3	Opslag en vervoerondersteunende activiteiten, m.u.v. vrachtbehandeling	52
3	Postdiensten en koeriers	53
3	Verschaffen van accommodatie en maaltijden	55,56
3	Telecommunicatie	61
3	Speur- en ontwikkelingswerk op wetenschappelijk gebied	72
3	Verhuur en lease	77
3	Beveiligings- en opsporingsdiensten	80
3	Federale overheid, overheden van gemeenschappen en gewesten, provinciale overheid	84111, 84112, 84113
3	Openbaar bestuur op het gebied van gezondheidszorg, onderwijs, cultuur en bedrijfsleven	84120, 84130
3	Buitenlandse zaken	84210
3	Rechtbanken en overige activiteiten m.b.t. justitie	84231, 84239
3	Beschutte en sociale werkplaatsen	88995
3	Activiteiten van wasserettes en wassalons ten behoeve van particulieren	96012
3	Haar- en schoonheidsverzorging	9602
3	Begraveniswezen	9603
3	Sauna's, solaria, baden enz.	9604
3	Overige persoonlijke diensten	9609
4	Vervaardiging van voedingsmiddelen	10
4	Vervaardiging van dranken	11
4	Vervaardiging van tabaksproducten	12
4	Vervaardiging van textiel	13
4	Vervaardiging van leer en van producten van leer	15
4	Houtindustrie en vervaardiging van artikelen van hout en van kurk, exclusief meubelen; vervaardiging van artikelen van riet en van vlechtwerk	16
4	Vervaardiging van papier en papierwaren	17
4	Drukkerijen	1811, 1812
4	Vervaardiging van farmaceutische grondstoffen en producten	21

4	Vervaardiging van metalen in primaire vorm	24
4	Vervaardiging van producten van metaal, exclusief machines en apparaten	25
4	Vervaardiging van informaticaproducten en van elektronische en optische producten	26
4	Vervaardiging van elektrische apparatuur	27
4	Vervaardiging van machines, apparaten en werktuigen, n.e.g.	28
4	Vervaardiging en assemblage van motorvoertuigen, aanhangwagens en opleggers	29
4	Vervaardiging van andere transportmiddelen	30
4	Vervaardiging van meubelen	31
4	Overige industrie	32
4	Productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en gekoelde lucht	35
4	Onderhoud en reparatie van motorvoertuigen	452
4	Personenvervoer te land	493
4	Goederenvervoer over de weg en verhuisbedrijven	494
4	Vervoer via pijpleidingen	495
4	Technische testen en toetsen	712
4	Veterinaire diensten	75
4	Industriële reiniging en overige reiniging van gebouwen	8122
4	Andere reinigingsactiviteiten	8129
4	Gemeentelijke overheid m.u.v. OCMW	84114
4	Maatschappelijke dienstverlening zonder huisvesting m.u.v. beschutte en sociale werkplaatsen	88
4	Activiteiten van industriële wasserijen	96011
5	Bosbouw en exploitatie van bossen	02
5	Visserij en aquacultuur	03
5	Winning van delfstoffen	05, 06, 07, 08, 09
5	Vervaardiging van cokes en van geraffineerde aardolieproducten	19
5	Vervaardiging van chemische producten	20
5	Vervaardiging van producten van rubber of kunststof	22
5	Vervaardiging van andere niet-metaalhoudende minerale producten	23
5	Reparatie en installatie van machines en apparaten	33
5	Distributie van water, afval- en afvalwaterbeheer en sanering	36, 37, 38, 39
5	Bouwnijverheid	41, 42, 43
5	Personenvervoer per spoor, m.u.v. personenvervoer per spoor binnen steden of voorsteden	491
5	Goederenvervoer per spoor	492
5	Vrachtbehandeling	5224
5	OCMW	84115
5	Politie, brandweer en overige openbare orde en civiele veiligheid	8424, 8425
5	Menselijke gezondheidszorg	86
5	Maatschappelijke dienstverlening met huisvesting	87

Annexe 2 DU PROJET D'AR

ANNEXE 2. - Avis stratégique (art. 13/3, §1^{er}, 11^o)

Contenu de l'avis stratégique

L'avis stratégique motivé, adressé à l'employeur :

- donne une image des risques dans l'entreprise, basée sur l'analyse des risques et sur les constatations suite aux tâches effectuées par le service externe dans l'entreprise, en collaboration avec le service interne (p.ex. visites sur place, examens médicaux, enquêtes suite à des accidents du travail,...) ;
- contient un diagnostic de la politique de prévention dans l'entreprise, qui donne un aperçu des mesures de prévention déjà prises et une énumération des manquements spécifiques ;
- contient des propositions de mesures de correction et des mesures pour améliorer la politique du bien-être dans l'entreprise ;
- donne le cas échéant de l'information et/ou de la documentation sur les bonnes pratiques ou des moyens pratiques appropriés et des outils pour pouvoir implémenter les mesures proposées.

Modalités de l'avis stratégique

Pour l'élaboration de l'avis stratégique, les phases suivantes doivent au minimum être suivies :

- la fourniture de documentation générale en rapport avec les risques liés aux activités de l'entreprise ainsi que les bonnes pratiques connues et mesures de prévention qui y sont liées ;
- l'exécution d'un examen des lieux de travail et des postes de travail, au plus tard dans les deux ans suivant l'affiliation pour les employeurs qui sont soumis au tarif 3, 4 ou 5, ou dans les trois ans suivant l'affiliation pour les employeurs qui sont soumis au tarif 1 ou 2 ;
- la réalisation d'une analyse globale des accidents du travail et des incidents, afin de présenter des mesures de prévention appropriées ;
- la fixation de contacts supplémentaires qui sont nécessaires pour compléter l'avis stratégique ;
- la participation à la discussion de l'avis stratégique au Comité.

Le cas échéant, cet avis stratégique peut s'appuyer sur un instrument qui est développé conjointement à cet effet par les services externes.

Bijlage 2 VAN HET ONTWERP-KB BIJLAGE 2. - Beleidsadvies (art. 13/3, §1, 11°)

Inhoud van het beleidsadvies

Het aan de werkgever gerichte, gemotiveerde beleidsadvies:

- geeft een beeld van de risico's in de onderneming, gebaseerd op de risicoanalyse en op de vaststellingen naar aanleiding van door de externe dienst, in samenwerking met de interne dienst, verrichte taken in de onderneming (bv. plaatsbezoeken, medische onderzoeken, onderzoeken naar aanleiding van arbeidsongevallen, ...);
- bevat een diagnose van het preventiebeleid in de onderneming, die een overzicht geeft van de reeds genomen preventiemaatregelen en een opsomming van specifieke tekortkomingen;
- bevat voorstellen van correctiemaatregelen en maatregelen om het welzijnsbeleid in de onderneming te verbeteren;
- geeft in voorkomend geval informatie en/of documentatie over goede praktijken of aangepaste praktische hulpmiddelen en tools om de voorgestelde maatregelen te kunnen implementeren.

Modaliteiten van het beleidsadvies

Voor het opbouwen van het beleidsadvies moeten minimaal de volgende stappen worden gevolgd:

- het verschaffen van algemene documentatie i.v.m. de risico's die verbonden zijn aan de activiteiten van de onderneming en de daaraan gekoppelde bekende goede praktijken en preventiemaatregelen;
- het verrichten van een onderzoek van de arbeidsplaatsen en van de werkposten, uiterlijk binnen de twee jaar volgend op de aansluiting bij werkgevers die behoren tot de tariefgroepen 3, 4 en 5, of binnen de drie jaar volgend op de aansluiting bij werkgevers die behoren tot de tariefgroepen 1 en 2;
- het opmaken van een globale analyse van de arbeidsongevallen en incidenten, teneinde passende preventieve maatregelen voor te stellen;
- het vastleggen van de aanvullende contactmomenten die nodig zijn om het beleidsadvies te vervolledigen;
- het deelnemen aan de bespreking van het beleidsadvies in het Comité.

In voorkomend geval kan dit beleidsadvies worden gesteund op een instrument dat hiertoe gezamenlijk door de externe diensten wordt uitgewerkt.